

Mémoire au Comité spécial sur la réforme électorale
Parlement du Canada

Alon Weinberg
Winnipeg (Manitoba)

J'ai eu 18 ans l'été précédant l'élection d'automne qui a chassé les progressistes-conservateurs du pouvoir au Canada et donné le gouvernement aux libéraux de Jean Chrétien. Malgré mes 18 ans, j'avais réfléchi soigneusement à ma position politique et finalement opté pour le côté protectionniste du débat sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Je comprenais assez bien le scrutin majoritaire uninominal à un tour, mais j'ai voté selon mes croyances, comme je l'ai fait de nombreuses fois depuis. J'ai voté pour le Parti national du regretté Mel Hurtig à Winnipeg, espérant ainsi envoyer mon modeste message grâce à mon vote. Ce fut le premier de nombreux votes futiles pour moi, et une autre élection inutile d'une série de nombreuses élections inutiles depuis la Confédération pour les Canadiens.

Voici ce dont je me souviens maintenant de mon initiation à la politique, 23 ans plus tard : Jean Chrétien avait dit être contre l'ALENA. Le pays en avait assez des progressistes-conservateurs, et puisqu'il est typique d'un scrutin majoritaire uninominal à un tour d'alterner d'un parti à l'autre, le pouvoir est revenu aux libéraux. Lorsque les libéraux de Chrétien ont commencé à régner – et j'utilise délibérément ce terme puisque le scrutin majoritaire uninominal à un tour confère au gouvernement une sorte de pouvoir absolu de quatre ans, tant que les députés de la même allégeance respectent la ligne de parti –, ils ont fait fi de leur promesse et promptement signé l'ALENA.

Dans la région du Chiapas au Mexique, la réaction à l'ALENA s'est traduite par la formation de l'Armée zapatiste, une organisation de la guérilla populaire dirigée par les indigènes et fondée sur une économie de filiales engagée dans la lutte contre l'ALENA. Voilà la réponse d'un peuple qui sait qu'il est sur le point d'être volé et qui possède une mémoire culturelle, un sentiment d'appartenance et une estime de soi suffisamment grands pour se mobiliser et prendre action. La réaction des Canadiens à la volte-face sur le libre-échange a été une prise de conscience que les deux partis au pouvoir – libéraux et progressistes-conservateurs – sont plus ou moins les mêmes faces aux enjeux macroéconomiques du commerce et de la souveraineté. Ils ont donc commencé à se désengager en grand nombre de tout le processus politique. En 1993, 7 Canadiens ayant le droit de vote sur 10 ont exercé ce droit. Ce nombre est passé à 2 sur 3, puis à 3 sur 5 au 3^e gouvernement libéral majoritaire et au gouvernement minoritaire de Paul Martin en 2004. Une hausse de la participation électorale est venue signaler la fin du règne libéral après le scandale de la commission Gomery en 2006, puisque 65 % des électeurs inscrits ont exercé leur droit de vote, mais ce taux de participation est revenu à 60 %, ou trois Canadiens sur cinq, lors de la seconde victoire minoritaire conservatrice, puis la victoire majoritaire en 2011, et il se maintient à ce niveau depuis

(<http://www.elections.ca/content.aspx?section=ele&dir=turn&document=index&lang=f>).

Prenons l'exemple d'un groupe d'élèves de l'école primaire qui se préparent à faire une sortie. Sur trois élèves prêts à partir, il y en a 2 qui refusent et ne veulent pas participer. L'enseignante doit-elle forcer les deux récalcitrants à y aller? Possiblement, mais ils ne seront pas contents. Devrait-on annuler la sortie? Non, parce que trois élèves souhaitent y aller (même si sur ces trois élèves, personne ne veut aller au même endroit). L'enseignante se rend vite compte que sa classe n'est pas sur la même longueur d'onde et abandonne peu à peu l'idée d'adopter une stratégie cohésive pour leur enseigner en groupe.

Une fragmentation semblable de la réalité sociale privée et politique s'est produite au sein de la société canadienne, mue par un système électoral qui n'arrive pas à susciter suffisamment de volonté politique cohésive pour donner aux citoyens le sentiment d'un projet commun, mais qui accorde le pouvoir à un bloc politique juste assez grand pour faire savoir aux gens qu'ils sont gouvernés et, dans le cas de notre système de parti, qu'ils sont gouvernés le plus souvent par un seul parti. Sur les 16 gouvernements majoritaires qu'a connus le Canada depuis la Première Guerre mondiale, seuls 4 ont réellement obtenu une majorité des voix. Certes, il existe bien d'autres forces sociales et technologiques qui déchirent notre société, mais l'absence d'un régime politique partagé a permis au pays occupant le second plus vaste territoire de la planète de devenir un objet économique d'intérêts particuliers. La « stabilité » du scrutin majoritaire uninominal à un tour si souvent vantée par ses apologistes est un raccourci pour dire « endroit où investir », terme grossièrement emprunté au milieu des banques d'investissement et imposé à coup de diversité culturelle et écologique, d'histoires régionales, ainsi que de particularité linguistique et sociale. Bref, le scrutin majoritaire uninominal à un tour se prête à la domination de tout le pays par des personnes ayant des intérêts économiques étroits, même si, lors de certains futurs tournants électoraux bipolaires, des forces encore plus sinistres peuvent toujours recevoir l'anneau doré du pouvoir (<http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/canada-election-first-past-the-post-opinion-1.3283979>).

Lors de l'élection de députés, le candidat obtenant le plus grand nombre de votes remporte le siège. Certains, sans trop y avoir réfléchi, pensent que la majorité est au pouvoir mais, en fait, la logique politique est encore plus sinistre que cela : obtenir le plus important bloc et contrôler le territoire en entier. L'un des grands problèmes de ce système est que le « gagnant » – et le scrutin majoritaire uninominal à un tour désigne clairement des gagnants et des perdants – n'a pas à répondre aux préoccupations de tous les électeurs. Il n'a qu'à conserver son bloc unipartite le plus imposant de partisans pour remporter toute la circonscription électorale. En regardant la logique de ce contrôle et de cette domination de plus près, il est aisé de trouver une autre organisation sociale dont le fonctionnement s'apparente aux puissants partis politiques ou députés : les gangs. J'encourage quiconque pense que j'exagère à examiner l'animosité qui règne à la Chambre des communes depuis les vingt dernières années pour constater qu'il y a le plus souvent à la période de questions absence de réponse aux questions posées – sans parler des cris, des regards suggestifs et des railleries – et pour comprendre que l'hyperpartisanerie a pris le pas sur les préoccupations démocratiques chez tous les députés, tel que représenté par la diversité des idéologies et des votes exprimés dans tout comté fédéral. L'exemple par excellence de cet « affichage de couleurs » est survenu lorsque le conservateur Pierre Polivève a assisté, un peu avant l'élection de 2015, à une annonce du gouvernement vêtu de son attirail du Parti conservateur, un amalgame antidémocratique entre parti et gouvernement qui peut s'avérer dangereux.

Cela dit, au lieu de porter attention aux gestes et méconduites de certains représentants, je nous invite à examiner la logique structurelle qui permet d'agir de cette façon en presque toute impunité procédurale, mais encore plus décourageant, en toute impunité politique. On peut laisser croire que le changement de gouvernement imposé par les électeurs en 2015 est venu renforcer la reddition de comptes enchâssée dans le système électoral, puisqu'ils ont chassé le gouvernement en place. Toutefois, on peut également soutenir que le pouvoir majoritaire donné à un gouvernement, combiné à la disparition du pouvoir des députés par la ligne du parti et à la concentration du pouvoir au sein du cabinet, et surtout du cabinet du premier ministre, permettant à un gouvernement de faire adopter un projet de loi omnibus de plus de 450 pages sur la mise en œuvre du budget sans accepter un seul amendement des autres partis démontre bien qu'un parti peut refaçonner tout le pays à sa propre image idéologique en l'espace d'un seul mandat.

J'affirmerai également que l'hyperpartisanerie et la volonté de dicter d'un parti au pouvoir prennent naissance sur les bancs de l'opposition. Quelques années avant d'enfoncer une loi omnibus dans la gorge des Canadiens pour modifier plus de 70 lois fédérales, l'ancien premier ministre Harper a critiqué ce genre de manœuvre sous le gouvernement libéral, la trouvant antidémocratique (<http://news.nationalpost.com/full-comment/john-ivison-how-stephen-harper-learned-to-love-omnibus-bills>). On peut comparer le sentiment d'impuissance accumulé que peut ressentir un parti dans l'opposition face à un gouvernement majoritaire à un boxeur poids lourd envoyé dans les cordes sans pouvoir répliquer. Mais si ce boxeur revient dans le ring et donne des coups, il mettra toute sa frustration et son sentiment d'impuissance passé dans ces coups. Les coups que les deux partis qui ont gouverné se sont lancés à la gueule à tour de rôle, décennie après décennie, pour faire avancer leurs intérêts et remettre les « perdants » électoraux à leur place, c'est-à-dire à l'extérieur du pouvoir, ont été infligés comme rien d'autre à notre démocratie et au psyché politique national de notre pays. Comme un boxeur qui pratique son sport depuis trop longtemps, la démocratie canadienne est marquée par le sang, les ecchymoses et les dommages cérébraux que lui ont laissés tous ces gouvernements faussement majoritaires imposant leur volonté au pays, chacun en fonction de ses propres intérêts et grâce à ses propres réseaux. Peut-être s'agit-il d'un Mogadiscio beaucoup plus sophistiqué et secret?

Ancien candidat du Parti vert aux élections de 2004 et de 2011, je me suis présenté à la dernière élection dans une circonscription qu'on ne peut qualifier autrement que de bonne blague de cartographes. La circonscription de Kildonan-St. Paul, créée à temps pour l'élection générale fédérale de 2004, couvre les deux rives de la rivière Rouge à Winnipeg et les deux extrémités du périmètre de la ville de Winnipeg, ce qui inclut deux régions suburbaines distinctes et deux régions ex-urbaines distinctes. L'unité de la circonscription électorale tient à un mince fil. Je sais que les partisans, et surtout les apologistes du scrutin majoritaire uninominal à un tour s'inquiètent de devoir abandonner leurs députés locaux. Ceux en faveur d'un système proportionnel mixte soulignent qu'au premier de deux votes, les électeurs choisiront toujours un député local, mais dans un comté plus vaste (ou contenant plus de sièges au Parlement). Selon ce que soutiennent certains apologistes du scrutin majoritaire uninominal à un tour, nous devons conserver la taille des comtés. À l'heure actuelle, quelque 100 000 personnes sont « représentées » par un seul député. Je suis en désaccord complet avec cette suggestion, et je l'ai exprimé durant ma campagne. J'ai soutenu que je ne me présentais pas pour représenter les personnes du comté, puisque personne ne peut représenter adéquatement les opinions et croyances politiques diversifiées de tant de gens. Je crois plutôt que le député doit coordonner et faciliter la démocratie, créer des comités de citoyens locaux reposant sur des questions et des préoccupations communes et amener les citoyens à se parler par l'entremise du bureau du député, un député qui, de cette façon, fonctionne bien plus dans le véritable esprit du service public, plutôt que dans l'éternelle partisanerie. Lorsque je me suis présenté pour les verts dans la circonscription de Kildonan-St. Paul, mais que je me suis retrouvé à vivre dans le comté de Winnipeg et à voter NPD dans une course très serrée, j'ai compris que tout était fini, qu'il était inutile d'être un partisan du 4^e, voire du 3^e parti sous un système de scrutin majoritaire uninominal à un tour, et que je consacrerai mes efforts politiques à l'éducation et à l'engagement démocratique non partisans. Comme le chanteraient les Irish Rovers : « Si ce n'est pas la plus grande confusion du siècle, je ne sais pas ce que c'est, mon vote est allé aux oranges alors que mon cœur allait aux verts. » On peut essayer de semer de bonnes graines dans un mauvais sol pendant longtemps avant de comprendre qu'il faut prendre le temps de composter, de travailler le sol de la démocratie canadienne pour obtenir un jardin en santé à l'avenir.

Je serais personnellement ravi de l'adoption d'un système mixte proportionnel, préférablement une liste ouverte, pour que le pouvoir soit davantage confié aux électeurs qu'aux élites des partis politiques. Cela dit, le système mixte proportionnel est lui aussi très axé sur le parti, et il me semble que,

ultimement, la représentation, si nous ne voulons pas abandonner complètement cette idée, repose sur une personnalité individuelle solide, sur la responsabilité individuelle et sur le leadership et l'initiative personnels, et non seulement sur le premier ministre, sur le soi-disant « premier parmi les égaux ».

Il serait avantageux de créer un système qui offrirait aux indépendants une meilleure chance de gagner, en fonction de leur propre engagement personnel au sein de leur ville locale. Ainsi, un scrutin par vote unique transférable (VUT) serait préférable. Le Manitoba a utilisé le VUT à Winnipeg pendant de nombreuses années, comme l'Alberta d'ailleurs; le seuil du VUT, bien que compliqué à comprendre la première fois, n'est pas si complexe la seconde fois. Il offre cependant une valeur optimale à l'électeur le plus scolarisé, mais permet tout de même à l'électeur moins éduqué de classer autant de candidats qu'ils connaissent. Il ramène la politique à l'échelon local, même si les comtés à plusieurs sièges peuvent faire en sorte que cet échelon local se retrouve à couvrir la moitié ou le tiers d'une ville comme Winnipeg. Les campagnes fédérales sont tellement centralisées que le fait de donner aux électeurs la chance de classer une longue liste de candidats selon leur préférence et la possibilité de choisir les personnes qui défendent une foule d'enjeux, ce qui assure la diversité de l'expérience pour une vaste gamme d'antécédents ethniques et de genre, signifie que le Parlement commencera à être constitué de façon plus harmonisée avec la vraie diversité qui existe au sein de la société canadienne. La diversité politique doit être autant, voire plus, favorisée que les concepts plus mous et moins engageants du multiculturalisme et de la diversité culturelle.

En outre, le VUT fait en sorte que les candidats du même parti politique se livrent concurrence, ce qui les oblige encore plus à se différencier de la masse et à s'éloigner de la marque et de ses platitudes en faveur de réelles discussions sur des enjeux concrets avec les citoyens. Peu de Canadiens appartiennent à un parti politique lorsqu'un système décourage le contrôle du processus politique par les partis, ou encore mieux offre aux personnes créatives et intelligentes un espace pour chercher à obtenir un siège au Parlement à armes égales. Ce principe de démocratie et d'égalité doit être à la base de tout nouveau système mis en place. La présentation qu'a donnée Représentation équitable au Canada dans le cadre de l'ERRE a fait mention d'un nouveau modèle de représentation proportionnelle rurale-urbaine mis de l'avant dans le cadre des présentations au comité et offre une combinaison idéale entre le VUT dans les villes et les comtés à un seul siège dans les régions rurales, ainsi qu'un système complémentaire proportionnel régional pour environ 15 % des régions rurales.

La présence de plusieurs députés pour représenter chacun des citoyens sera un bienfait inappréciable. Sous le système à un député par comté, une personne qui est idéologiquement à l'opposé de son député pourra difficilement faire avancer ses arguments sans être entravée, ignorée, voire ridiculisée. Après tout, comme pour des millions de votes à chaque élection, le rejet de la diversité des volontés politiques est devenu le sceau de la « démocratie » canadienne. Il sera ainsi possible de soumettre à divers députés plusieurs enjeux de nature variée, sachant qu'un d'eux est bon pour régler les problèmes, alors que l'autre est solidement en faveur du changement.

Il suffit de regarder la série télévisuelle danoise Borgen – disponible au Canada seulement sur TV Ontario, et quelques années après être devenue populaire à l'échelle mondiale – pour voir ce à quoi peut ressembler une politique mature au Canada, et pour comprendre que, après une élection, même si un parti obtient moins de sièges et semble avoir perdu l'élection, l'important est surtout que chaque parti fait toujours partie de la gouvernance, en ce sens qu'il doit en tout temps dépasser les lignes de parti pour collaborer avec les députés des autres partis, qu'il soit dans le gouvernement ou dans l'opposition. Après 150 ans d'existence en tant que pays, n'est-il pas temps pour le Canada de passer à un régime politique plus mature et plus responsable?

<http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/election-reform-opinion-1.3767626>

Devant les menaces d'extinctions massives mondiales en raison du changement climatique et la nécessité de travailler en collaboration pour régler nos problèmes, le moment ne pourrait être pas être plus propice à l'instauration d'un système proportionnel mixte ou d'un système à VUT. Borgen illustre bien que l'absence d'un contrôle majoritaire d'un seul parti sur le gouvernement n'a pas à « déstabiliser » le pays, mais qu'elle peut en fait modifier radicalement la culture politique d'un pays et de son Parlement. À une époque où le Canada devait prendre des mesures climatiques, il est resté paralysé par le déni de 39,5 % des électeurs ou, multiplié par une participation électorale de 60 %, par seulement ~24 % des électeurs. Ce faible appui pour un programme aussi radical ne peut que démoraliser la démocratie d'un pays et miner sa culture politique. Même un processus aussi important que celui d'envisager de changer notre système électoral est ignoré par la vaste majorité des Canadiens, sans parler de la couverture médiatique des grands médias canadiens seulement.

Un système à VUT mettrait les Canadiens au défi d'une bonne façon. Il nous obligerait à connaître nos candidats, à tenir compte du lien entre le parti et la personne, entre le chef de parti et le programme, et de faire des recherches pour poser un geste plus significatif que l'insultant X sur un bulletin de vote. Le VUT est de loin supérieur au vote proportionnel, qui demeure un pâle sous-produit de la dichotomie politique inutile gagnants-perdants. Le VUT serait dynamique, créerait un lien solide entre les mouvements de tout le spectre politique et la politique, laquelle représente actuellement un concept sale aux yeux de nombreuses personnes talentueuses et bienveillantes de nos communautés, qui s'organisent à travers les petites entreprises et les organismes à but non lucratif.

En fin de compte, il revient au comité de prendre les mesures qui s'imposent et d'amener la Chambre des communes à adopter un nouveau système. Un référendum sonnera le glas de tout changement positif et est très inutile compte tenu de la composition actuelle du Parlement, qui est fait d'un grand nombre de députés prêts à abandonner le statu quo afin de laisser derrière eux un legs démocratique durable. Il y a des précédents au Canada et dans la plupart des pays de l'OCDE, et tout changement peut être évalué après deux ou trois élections.

On constate une légère mobilisation pour aller chercher le vote des Autochtones et des jeunes, surtout à Winnipeg. Je fais partie de ces efforts, mais il est difficile de promouvoir l'exercice du droit de vote lorsque le cynisme qu'entretiennent ces groupes à l'égard du processus électoral découle véritablement d'un système qui est condamné à ignorer la plupart de ces voix et à leur faire gaspiller leur bulletin de vote après l'éternelle élection de candidats du statu quo. Le Canada aura 150 ans très bientôt. Veillez à remplir la promesse du premier ministre de faire en sorte que chaque vote compte et se traduise en sièges d'ici l'élection de 2019. Veillons à modifier la destinée de ce pays par un régime politique plus collaboratif qui nous obligera à discuter plus à fond de nos besoins communs et des valeurs de notre pays. Voilà ce que font les adultes en couple depuis longtemps. Ce comité peut nous amener à ce niveau politique plus mature, ou il peut nous ramener à la maternelle, où 2 élèves sur 5 boudent dans le coin ou décident de ne plus aller à l'école du tout. La foi en notre pays repose sur les recommandations que fera ce comité, tout comme le reste du monde se tourne vers le Canada pour régler de nombreux enjeux. Sans élections démocratiques fonctionnelles, aucun changement positif ne sera possible. Il est temps d'avancer dans la bonne direction.

« Le temps d'hésiter est terminé;
Pas le temps de se vautrer dans la boue. » [TRADUCTION]
- Jim Morrison